

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 63 (1918)
Heft: 6

Rubrik: Chroniques et nouvelles

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CHRONIQUES et NOUVELLES

CHRONIQUE SUISSE

† Le Colonel F. de Tscharner. — A la 4^e division. — Un renouveau : le peuple et l'armée. — Discussions sur l'instruction de l'armée. — Encore la neutralité helvétique. — Ceux qui ne veulent pas se défendre : Une lettre ouverte. — Ceux qui se défendent : *Ziquet*.

Le colonel F. de Tscharner, ancien commandant de l'artillerie du Gothard et chef de section du service territorial à l'état-major général est mort au début de juin. C'était un brave homme, consciencieux, qui pendant toute sa carrière s'est appliqué à rester fidèle au devoir. Il était en toutes choses aussi un esprit essentiellement conservateur, peu sympathique aux changements qui ne pouvaient pas se revendiquer d'une longue expérience. Au surplus, bienveillant sous des dehors volontiers portés à la critique des hommes et des choses. Mais il fut un fidèle serviteur de l'armée qui, pendant longtemps, a bénéficié de son dévouement.

* * *

Le colonel-divisionnaire Schmid a demandé à être relevé de son commandement de la 4^e division, ce qui lui a été accordé. Il occupait son poste depuis l'année 1912. Il est remplacé par le colonel Sonderegger, sous-chef de l'état-major de l'armée, promu colonel-divisionnaire. Le nouveau commandant de la 4^e division est connu des troupes de la Suisse romande auxquelles il a appartenu comme chef de la 3^e brigade de montagne, et chez lesquelles il a laissé de bons souvenirs.

* * *

Quelque chose est changé. Il souffle plus d'air à travers notre armée. L'esprit peut s'y manifester de nouveau. Dans nos journaux, des officiers en exercice développent leurs opinions sur la guerre et sur les actes des belligérants, et peuvent même affirmer des sympathies sans être frappés d'ostracisme et sans que plus personne dresse devant eux la barrière factice de la neutralité immorale. Cela contribue, indirectement, à rétablir le contact de l'armée et du peuple, ce contact que par une étrange aberration d'aucuns s'appliquèrent à gêner à l'heure où il était le plus nécessaire.

Il se rétablit plus directement aussi au moyen de renseignements fournis à la presse non pas par ces sortes d'études en style

officiels qui sortent des bureaux officiels, mais de renseignements que les journalistes sont autorisés à recueillir eux-mêmes et à transmettre à leurs lecteurs dans le langage qu'ils savent approprié pour être compris.

Par exemple, il y a quelques semaines, nos journaux de la Suisse romande ont donné, chacun à sa façon, mais tous avec une satisfaction évidente, des indications sur un camp d'instruction divisionnaire. Ils ont vivement intéressé le public, non seulement parce que parents, amis et connaissances de nos soldats ont pu, pendant quelques instants, s'initier à certains de leurs travaux, et participer avec sympathie à leur vie militaire, mais parce qu'il a découvert des aspects de cette vie qu'il ignorait totalement, qui n'était pas du tout ce qu'il imaginait, et que la presse ne lui faisait pas connaître, les journalistes n'étant pas mieux au courant que lui.

On a pu s'en apercevoir en lisant des commentaires d'un enthousiasme un peu excessif parfois aux yeux des techniciens, mais qui trahissaient la révélation d'un monde inconnu. De ce qu'une gymnastique bien entendue assouplit nos recrues et de ce que des méthodes d'instruction rationnelles développent leur savoir technique, conclure à l'invincibilité assurée d'une armée, c'est marquer une foi réjouissante et des sentiments de sincère amitié, mais un peu exclusifs de la notion des réalités. Que les chefs inculquent à leurs subordonnés et à eux-mêmes le sentiment strict du devoir ; qu'ils aiment chacun de confiance en soi-même en montrant ce que l'effort persévérant et la volonté sont capables d'obtenir ; que par ces moyens élémentaires, et par les relations quotidiennes, ils entourent le soldat d'une atmosphère morale faite de virilité et de réconfortante bonne humeur, voilà ce qu'il est utile que notre peuple sache. Il n'en conclura pas à l'invincibilité de son armée, — quelle armée est jamais soustraite aux imprévus de la bataille ? — mais il lui reconnaîtra les qualités et la valeur qui permettent de supporter avec constance, et de surmonter par l'énergie des âmes, les vicissitudes que la guerre n'épargne à personne. Convaincre notre peuple par des preuves effectives que telle est la préoccupation dominante dans notre armée, et tel le résultat auquel chacun s'emploie, rien ne sera fait qui soit plus utile à l'armée comme au peuple, donc au pays.

* * *

Du point de vue technique de l'instruction militaire, la création de camps d'instruction divisionnaires alimente les discussions. Doivent-ils se limiter au perfectionnement des recrues ou prévoir

celui des soldats, des cadres et des unités ? Dans ce cas, convient-il d'y convoquer tout le monde à tour de rôle, ou se bornera-t-on à prélever les éléments qu'il est particulièrement nécessaire d'améliorer ? L'instruction doit-elle être confiée à des spécialistes du camp ou rester entière aux chefs des unités ? Autant de points d'interrogation et autant d'opinions sur lesquelles il y aurait avantage à tomber d'accord.

La discussion aborde encore d'autres objets. D'aucuns reprochent aux C. I. D. d'être trop servilement calqués sur les usages de l'armée française. D'autres, où les mêmes, reprochent à telle division de la Suisse allemande de se coller, au contraire, à l'imitation de méthodes d'outre-Rhin, de perdre du temps, par exemple, à former des troupes de choc spécialisées au détriment de l'instruction générale des unités. Quand donc, réclame un troisième, quelqu'un établira-t-il des méthodes s'inspirant uniquement de nos conditions suisses clairement discernées, et fixées en accord avec les circonstances de la guerre telle que notre armée serait probablement appelée à la mener ? Encore des points d'interrogation qu'une simple chronique ne peut que signaler en attendant leur examen approfondi par ceux qui les posent.

* * *

Revenons à un ancien objet, que les plus récents événements ont rajeuni d'une manière angoissante. A-t-on remarqué que nos journaux, si empressés à disséquer sur la neutralité helvétique pendant les deux premières années de la guerre, n'en parlent pour ainsi dire plus aujourd'hui ? L'heure serait propice cependant. En remontant jusqu'au 1^{er} août 1914 on n'en trouverait pas qui éclaire mieux la réalité de cette neutralité et la valeur des théories auxquelles elle a donné lieu. Au moment actuel, deux faits dominent cet enseignement, deux faits dont il n'est pas difficile de discerner la relation. D'une part, en France, les succès initiaux des offensives allemandes ; d'autre part, à Berne, l'attitude des négociateurs allemands discutant la récente convention germano-suisse.

Il n'est pas un Confédéré, même dans les milieux les plus germanophiles de Suisse, qui n'ait senti, pendant ces négociations, la menace de domination de l'Empire allemand. N'est-ce pas un de nos personnages politiques parmi les plus haut placés qui a déclaré n'avoir pu lire les propositions allemandes sans que la honte lui montât au front ? Remarque très juste. Moins les propositions en elles-mêmes que d'être tenus pour gens à qui elles pouvaient être impunément présentées, a justifié ce sentiment. Mais le gouver-

nement impérial croyait tenir la victoire européenne ; il n'avait plus à se gêner avec personne ; il nous l'a fait voir ; sans l'offre contre-offensive française qui a corrigé notre situation, que devenait notre souveraineté ? Elle ne consistait plus qu'à faire le poing dans notre poche, et à attendre la mort économique.

Voilà donc à quoi conduit la neutralité lorsqu'on en fait un principe. Elle se résume en ceci qu'on se soumet à l'avance à l'asservissement.

— Pas du tout, objectera un contradicteur. Aux propositions restrictives de notre existence indépendante, on reste libre de répondre par la guerre ; elles sont une atteinte à la neutralité.

J'admetts, et transforme ma formule en disant : la neutralité dont on fait un principe se résume en ceci, qu'à l'avance on accepte de n'entrer en guerre que lorsqu'il est trop tard pour se défendre utilement ; ce qui équivaut à la servitude comme dans le cas ci-dessus, à la différence qu'on se fait battre avant de la subir.

Prenons l'exemple de la Russie, en admettant la bonne foi des Trotzki, Lénine et consorts, ou à ce défaut celle du troupeau qui les a suivis. Leur attitude a été celle d'un Etat qui proclame sa neutralité de principe. La Russie a témoigné, jusqu'à licenciement de son armée, de sa très ferme volonté de rester neutre. Elle est dominée aujourd'hui par les Allemands aussi complètement qu'il est possible de l'être. Et si elle entend revenir à la guerre, elle la fera avec des forces affaiblies ; ce sera la stratégie des petits paquets. Elle aura manqué l'occasion de la victoire au moment favorable.

A cet exemple, opposons celui de l'Italie. Le gouvernement italien lui aussi a proclamé d'abord sa neutralité. Mais il n'a pas tardé à se rendre compte qu'à rester neutre jusqu'au bout, il favorisait indirectement le triomphe des Empires centraux, et que ceux-ci vainqueurs, l'indépendance économique et partant l'indépendance politique de l'Italie, c'est-à-dire sa souveraineté serait singulièrement compromise. Sa neutralité n'ayant rien d'un principe, mais étant ce que doit être la neutralité, un moyen de défendre sa souveraineté pendant le temps que le moyen est bon, le gouvernement italien y renonça lorsque non seulement le moyen ne valut plus rien, mais devenait dangereux. Il y renonça avant que l'Austro-Allemagne fût devenue trop forte par ses victoires, et il lia partie avec les Etats libéraux afin de combattre, tandis que le combat était possible, toutes forces réunies. Gouverner, c'est prévoir.

En faut-il conclure que la Suisse aurait dû agir de même ? Pour son indépendance, et abstraction faite du traité de Vienne que nous n'avions pas dénoncé, oui, probablement. Nous savons tous ce

qu'il adviendra de nous si, ce qu'à Dieu ne plaise, les Empires centraux étaient vainqueurs. Notre sort serait promptement réglé. Les pangermanistes ne s'en sont d'ailleurs jamais cachés. Qu'on lise les livres officiels sur les origines de la guerre, leurs documents ne laissent aucun doute. La guerre a été déclarée aux petits Etats autant qu'aux grands. L'attitude des négociateurs allemands, au mois d'avril, ne laisse aucun doute non plus en ce qui concerne la Suisse.

Mais le traité de Vienne? objectera-t-on encore. Parfaitement; c'est lui qui fournit la preuve de notre insuffisance. Le traité de Vienne, nous l'avons sollicité précisément parce que nos divergences internes sont trop certaines à nos propres yeux pour que nous ne sentions pas notre incapacité à nous soumettre jusqu'à leur extrême exigence aux devoirs de la souveraineté. Nous sommes incapables de nous entendre sur ce qu'ils réclament. Toute une fraction de nos Confédérés de la Suisse allemande n'en sont pas revenus de constater l'autre jour le désir manifeste des négociateurs allemands de nous mettre sous la pantoufle de l'Empire. Actuellement encore, et malgré l'évidence de la tentative, plus d'un se refuse à y croire. Alors, pour ne pas commencer par nous battre entre nous, ce que nous ne voulons ni les uns ni les autres, nous nous réfugions dans la neutralité permanente, avec tous ses risques d'asservissement, et avec l'espérance que le ciel nous aidera, puisque nous ne sommes capables de nous aider nous-mêmes que lorsqu'il est trop tard. Le ciel s'est manifesté, cette fois-ci, sous la forme de l'offre française. Il se manifeste aussi sous la forme des canons des Etats-Unis qui convoient nos blés. Mais dans tout cela, nous ne sommes pas pour grand'chose, et c'est encore notre dépendance qui apparaît le plus clairement.

* * *

D'aucuns sont d'ailleurs toujours prêts à la sceller plus étroitement. C'est non seulement de la neutralité qu'ils font un principe, mais de l'esclavage lui-même en refusant de s'y soustraire même au cas extrême où la neutralité serait violée par des armes ennemis.

Voici encore une brochure à ce propos, brochure qui prend place à côté de celle de M. Henri Naef, signalée dans la dernière chronique. Elle est de M. Maurice Lambert qui répond aux thèses de M. Humbert-Droz¹.

Ce dernier est, comme on sait, un apôtre du défaitisme. Sous couleur de vie éternelle, il défend la philosophie de la mort. Il chante,

¹ Lettre ouverte à mon camarade d'études Jules Humbert-Droz: *Pourquoi il ne faut pas attaquer l'armée suisse*. Brochure de 30 p. Neuchâtel 1918. Attinger frères, éditeurs.

à l'autre bout de la gamme, le *la* du germanisme. Le monde est à la force, proclame celui-ci. Erreur, répond M. Humbert-Droz, il est à ceux qui se soumettent ; nous vous le prouverons en pliant devant votre volonté brutale, en vous livrant nos corps et nos biens, après quoi vous aurez honte de vous-mêmes et nous nous embrasserons.

M. Maurice Lambert pense qu'un « tiens » vaut mieux que deux « tu l'auras » ; qu'il est plus sûr de défendre son corps et ses biens qui sont une réalité, que d'attendre leur recouvrement de la bonté d'un vainqueur, ce qui est une espérance pour ne pas dire une illusion. Il pense aussi que répondre « Amen » à qui dit « je tue ton voisin » c'est proprement charger la vertu d'encourager le vice, la vérité d'aider au mensonge, l'innocence de servir la culpabilité, et la naïveté de désarmer le bon sens.

* * *

Cela dit, oserai-je encore parler de *Ziquet*¹, et sur tant de choses sérieuses conclure par une chose qui ne l'est pas ? M. Raoul Privat nous présente en *Ziquet*, un soldat de landwehr genevois de 1914, patriote et ronchonneur, prêt au devoir et tire au flanc, sensible aux beaux sentiments et débraillé, sympathique d'ailleurs et point inutile dans une compagnie, — à titre d'exception s'entend, — comme le fifre dans la fanfare, — car si tous les soldats étaient taillés strictement sur son modèle, le résultat serait douteux. Cependant *Ziquet* n'aurait aucune propension à s'enrôler sous la bannière de M. Humbert-Droz ; il n'a nulle envie de ne pas se défendre et de lâcher les copains. Individualiste, il ne se soustrait pas au devoir social ; et si, tout compte fait, ce citoyen-soldat est plus citoyen que soldat, son actif de bonne humeur encourageante et de salutaire entrain est supérieur à son passif d'indiscipline apparente et parfois réelle. Le fond l'emporte sur les dehors.

Surveillons-done *Ziquet* pour le retenir lorsqu'il outrepasse les limites de sa fonction ; en lui expliquant les choses « par raison démonstrative », comme dirait Molière, et sans pédanterie, il comprendra très bien, car il tient à être un auxiliaire apprécié. Comme tel il vous servira bien ; il méritera même les galons d'appointé que M. Raoul Privat lui confère en fin de récit.

¹ *Ziquet, canonnier de landwehr*, par Raoul Privat. Petit in-8^o. Genève, 1918. Georg et Cie, éditeurs. Fr. 180.

CHRONIQUE PORTUGAISE

(De notre correspondant particulier.)

Le secteur portugais dans les Flandres. — Les engagements de nos troupes au commencement de mars.

Ma dernière chronique constatait que jusqu'à la date de son envoi notre secteur au front d'Occident n'avait pas été assujetti à de trop dures épreuves. Depuis, les circonstances ont changé. Les semaines qui ont précédé la grande offensive allemande du 21 mars ont été une période de vive activité sur notre front. Le 1^{er} mars et les jours suivants, les Allemands ont tenté de le percer, mettant en ligne des troupes d'élite et poussant à l'assaut leurs vagues successives avec ténacité.

Cette époque des quinze premiers jours de mars restera dans les annales de notre histoire militaire comme une date glorieuse. Les communiqués officiels nous ont appris que les troupes qui attaquèrent notre secteur avaient été entraînées, pendant les neuf jours qui précédèrent leur tentative, à l'exécution de leur manœuvre. En fait, la première surprise leur procura quelques éléments de tranchées, mais dans lesquels ils ne parvinrent pas à se maintenir.

Des détails aujourd'hui connus, nous avons la satisfaction de conclure que nos soldats portugais contemporains ont conservé les qualités ancestrales d'héroïsme et d'abnégation qui appartiennent à la race.

Assurément, un ou deux milliers de soldats aux prises, ce n'est rien ; une goutte dans l'océan. Mais tout est proportionné. Un organisme modeste ne peut présenter des produits colossaux. La fierté, le caractère, la hardiesse et le courage ne connaissent pas la grandeur des organismes. L'effort de la petite armée portugaise a été pareil à ceux des grandes armées des puissantes nations, tout à fait pareil ! Soyons-en fiers !

Lisez le récit d'un correspondant de guerre sur cet épisode.

Le 1^{er} mars, au lever du soleil, un violent feu d'artillerie et de mortiers allemands tombait sur les tranchées portugaises de Neuve-Chapelle. Les premières lignes étaient déjà depuis quelques jours sous le feu incessant de l'ennemi. Il faisait grand froid ; le thermomètre était au-dessous de zéro. Pour les soldats d'un pays où le soleil brille presque toujours dans le ciel, cette circonstance est d'une indéniable importance. Notre bataillon de première ligne était prêt à subir le choc. L'ordre, la discipline, le silence, étaient parfaits. Les Allemands, supposant terminée la préparation de l'attaque, sortirent de leurs tranchées de départ, au lever du jour, en vagues successives de gros effectifs.

Nos batteries légères, nos mitrailleuses et le feu nourri de notre infanterie s'opposèrent par endroits à la pénétration par les assaill-

lants, qui promptement renforcés, déclanchaient une nouvelle vague à soixante mètres à peine de notre front. A ce moment, quelques tranchées que le feu intense des mortiers allemands avait presque nivelées nous furent enlevées. La résistance des nôtres ne put empêcher l'ennemi d'entrer dans les éléments les plus avancés, malgré un furieux corps-à-corps. Cependant, nos renforts arrivaient protégés par notre artillerie. Officiers et soldats, pleins de courage et de sang-froid chassèrent en peu de temps les Allemands et, d'un mouvement impétueux à coups de fusil et de baïonnettes, regagnèrent les éléments perdus. L'ennemi dépossédé abandonna tout son butin de guerre amené pour l'occupation de la position, mitrailleuses, munitions, etc. De l'interrogatoire des prisonniers il résulte, en effet, que les Allemands avaient bien l'intention de s'installer définitivement sur notre terrain.

Malgré les pertes subies, et qui ont été les plus lourdes que nous ayons eues à supporter depuis le commencement de la guerre, le coup de sonde de l'adversaire n'eut d'autre conséquence que de raffermir le moral de nos troupes, qui sentirent s'accroître leur confiance en elles-mêmes. Le colonel Rousset a qualifié cette affaire d'épreuve magnifique et efficace.

Les jours suivants, les Allemands revinrent à la charge ; ils s'appliquèrent à ressaisir leur succès initial ; le feu de leur artillerie redoubla d'intensité, mais la nôtre garda sa supériorité.

Le 8 mars, l'ennemi renouvela plusieurs fois son attaque ; il fut toujours repoussé et laissa encore quelques prisonniers en nos mains.

Notre commandement reconnut alors la nécessité de prendre une initiative et d'éloigner la pression qui prétendait s'imposer à nous. Il résolut une réaction vigoureuse. Le corps portugais passa donc à l'offensive. A l'aube du 9 mars nous attaquâmes les lignes ennemis sur un front de mille mètres et réussîmes à prendre pied dans la deuxième ligne allemande fortement occupée. Outre les prisonniers et le matériel léger que nous enlevâmes, nous détruisîmes plusieurs abris résistants. Nos pertes ont été minimes, seulement des blessés.

Le 12 mars, l'ennemi, après un violent bombardement, essaya de riposter ; un important détachement assaillit nos positions sur un front de 700 mètres, au sud-est de Levantie. Cette attaque échoua complètement. L'infanterie allemande accueillie de face et de flanc par le feu des mitrailleuses subit des pertes importantes lorsqu'elle essaya de traverser les réseaux en fil de fer ; le feu de barrage de notre artillerie ajouta sa part de ravages dans les rangs des fantassins obligés de battre en retraite.

A l'heure où je vous écris, notre secteur est rentré dans le calme, mais la grande offensive allemande dans le secteur d'Amiens paraît devoir se prolonger vers le Nord. Atteindra-t-elle notre petit secteur ?

Le terrain que nous occupons dans les Flandres n'est pas de ceux où la défense soit aisée. Impossible de creuser le sol ; tous les travaux de protection exigent des murs de béton armé et l'accumulation des sacs de terre. La défense est rendue exceptionnellement compliquée. L'immense plaine marécageuse est dominée, en outre, par la colline d'Aubers, à l'est de Neuve-Chapelle, colline occupée par les canons allemands dont la menace est constante. Ajoutez la boue, et pendant tout l'hiver la neige, misérables compagnes de nos troupiers.

Les conditions locales sont ainsi dures pour l'armée portugaise. Les lauriers cueillis par nos soldats n'en ont que plus de mérite, et dignes de ceux de nos légionnaires des époques passées. Ils rappelleront la gloire et l'honneur de notre petite nation, si mal connue, et qui est pourtant celle d'un peuple grand par son intrépidité.

C'est que le Portugal veut vivre. L'appoint de ses troupes est modeste, mais l'entrain avec lequel elles participent à la lutte pour la liberté démontre sans conteste que l'âme nationale n'est pas dégénérée et que huit siècles d'une histoire si souvent héroïque n'ont pas établi en vain les traditions qui se perpétuent sur le sol ingrat des Flandres.

31 mars 1918.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Les études de la guerre, publiées sous la direction de René Puaux.
4^e cahier. — Paris, 1917. Payot et C^{ie}. Prix, 1 fr. 50.

Ce 4^e cahier continue la recherche des responsabilités allemandes pendant les journées critiques qui ont conduit à l'ouverture des hostilités.

On sait que dès que les gouvernements eurent vent de l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie, et avant même que le texte leur en eût été communiqué, sir Edward Grey exprima au comte Mensdorff, ambassadeur d'Autriche à Londres, son regret de la fixation à la Serbie d'un délai impératif de réponse. C'était d'emblée rendre extrêmement difficile une intervention en faveur de la paix européenne.

Néanmoins, et aussitôt connu le document qui fut remis très tardivement aux chancelleries, il s'employa à une intervention de ce genre. D'accord avec Pétrrogard et Paris, il demanda, dès le 24 juillet, au gouvernement de Berlin de favoriser une médiation des quatre puissances entre l'Autriche et la Serbie, afin de chercher si possible un accommodement qui écarterait le malheur d'une guerre générale. A cet effet, il était urgent d'obtenir de l'Autriche une prolongation de délai. Si l'Allemagne la demandait, Vienne acquiescerait certainement.

Le 25, de grand matin, le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, télégraphie la demande de sir Ed. Grey à son gouvernement. Ce dernier n'a jamais publié ce télégramme. Il l'a communiqué cependant à son ambassadeur à Vienne, M. de Tschirsky. Mais aucune autre suite n'y fut donnée, si bien que la question qui se pose est de savoir si le gouvernement allemand